



## Convention-cadre sur les changements climatiques

Distr. limitée  
6 novembre 2021  
Français  
Original : anglais

---

**Organe subsidiaire de mise en œuvre**  
**Cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session**  
**Glasgow, 31 octobre-6 novembre 2021**

Point 20 b) de l'ordre du jour  
**Questions administratives, financières et institutionnelles**  
**Budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023**

### **Budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023**

#### **Projet de conclusions proposé par la Présidente**

##### **Additif**

#### **Recommandation de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre**

À sa cinquante-deuxième à cinquante-cinquième session, l'Organe subsidiaire de mise en œuvre a recommandé le projet de décision ci-après à la Conférence des Parties pour examen et adoption à sa vingt-sixième session :

#### **Projet de décision -/CP.26**

### **Budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023**

*La Conférence des Parties,*

*Rappelant* les paragraphes 4 et 7 a) des procédures financières de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat<sup>1</sup>,

*Ayant examiné* le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023 établi par la Secrétaire exécutive<sup>2</sup>,

*Prenant note* avec satisfaction de la méthode appliquée par le secrétariat pour établir le budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023, en particulier de la mobilisation rapide des Parties<sup>3</sup>,

1. *Approuve* le budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023, d'un montant de 62 347 351 euros, aux fins précisées dans le tableau 1 ;
2. *Prie* le secrétariat, dans l'exécution de son programme de travail pour l'exercice biennal 2022-2023, sur la base du budget-programme approuvé au paragraphe 1, de s'efforcer d'allouer des ressources suffisantes aux organes constitués afin de les aider à s'acquitter des mandats confiés par les organes directeurs et à mener des activités liées à la

---

<sup>1</sup> Décision 15/CP.1, annexe I, telle que modifiée par la décision 17/CP.4, par. 16.

<sup>2</sup> FCCC/SBI/2021/4 et Add.1 et 2.

<sup>3</sup> FCCC/SBI/2021/4, chap. III.C.



transparence et à l'adaptation tout en continuant d'appliquer la méthode budgétaire établie, y compris pour tout nouveau mandat ;

3. *Prend note avec satisfaction* de la contribution annuelle de 766 938 euros au budget de base versée par le Gouvernement du pays hôte ;
4. *Approuve* le tableau des effectifs pour le budget-programme (voir le tableau 2) ;
5. *Prend note* que le budget-programme contient des éléments concernant à la fois la Convention et l'Accord de Paris, ainsi que le Protocole de Kyoto ;
6. *Adopte* le barème indicatif des contributions présenté en annexe ;
7. *Prend note* que ledit barème couvre 89 % des contributions visées dans le tableau 1 ;
8. *Invite* la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto à approuver, à sa seizième session, les éléments du budget recommandé qui s'appliquent au Protocole de Kyoto ;
9. *Invite également* l'Assemblée générale des Nations Unies à se prononcer, à ses soixante-seizième et soixante-dix-septième sessions, sur la question du financement des services de conférence au titre du budget ordinaire de l'ONU conformément à la pratique établie ;
10. *Approuve* un budget conditionnel pour les services de conférence, d'un montant de 7 597 840 euros, qui viendra s'ajouter au budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023 au cas où l'Assemblée générale déciderait de ne pas prévoir de ressources pour ces activités dans le budget ordinaire de l'ONU (voir le tableau 3) ;
11. *Prie* la Secrétaire exécutive de faire rapport à l'Organe subsidiaire de mise en œuvre sur les points mentionnés aux paragraphes 8 et 9, s'il y a lieu ;
12. *Autorise* la Secrétaire exécutive à opérer des transferts entre les principales lignes de crédit figurant dans le tableau 1, étant entendu que le total des sommes transférées ne devra pas dépasser 15 % du montant estimatif total des dépenses imputées sur ces lignes de crédit et que, pour chacune de ces lignes de crédit, la réduction ne devra pas être supérieure à 25 %, tout en veillant à ce que cela n'entrave pas la réalisation des activités relevant de chaque rubrique ;
13. *Décide* de maintenir la réserve de trésorerie à un niveau correspondant à 8,3 % du montant estimatif des dépenses ;
14. *Prie instamment* les Parties qui n'ont pas acquitté en totalité leurs contributions au budget de base pour les exercices biennaux en cours ou précédents de le faire sans retard ;
15. *Invite* toutes les Parties à la Convention à prendre note que chaque Partie doit informer le secrétariat, avant le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, de la contribution qu'elle envisage de verser pour l'année considérée et de la date prévue pour son versement, conformément à l'alinéa a) du paragraphe 8 des procédures financières de la Conférence des Parties, de ses organes subsidiaires et du secrétariat, et que les contributions au budget de base sont dues le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, conformément à l'alinéa b) du paragraphe 8 des procédures financières, ainsi qu'à verser rapidement et intégralement pour chacune des années 2022 et 2023 les contributions requises pour financer les dépenses approuvées visées au paragraphe 1 et toute contribution nécessaire au financement des dépenses découlant de la décision relative au budget conditionnel visée au paragraphe 9 ;
16. *Prend note* du montant estimatif des ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention, soit 10,6 millions d'euros pour l'exercice biennal 2022-2023, tel qu'indiqué par la Secrétaire exécutive<sup>4</sup> ;

<sup>4</sup> Comme indiqué dans le rapport de la dix-neuvième session de la Conférence des Parties (FCCC/CP/2013/10, par. 145) : « À la reprise de la 10<sup>e</sup> séance, la Secrétaire exécutive a demandé que la déclaration suivante soit consignée dans le rapport de la session : "Depuis sa création, le secrétariat a appliqué une politique cohérente en ce qui concernait le financement des représentants des pays en développement parties dans tous les fonds d'affectation spéciale pertinents. À la lumière des décisions

17. *Invite* les Parties à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la participation au processus découlant de la Convention ;

18. *Prend note* du montant estimatif des ressources nécessaires au titre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires, soit 68,5 millions d'euros pour l'exercice biennal 2022-2023, tel qu'indiqué par la Secrétaire exécutive (voir le tableau 4) ;

19. *Invite* les Parties à verser des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires afin de permettre l'exécution des activités prévues au titre du Fonds ;

20. *Prie* la Secrétaire exécutive de proposer à la Conférence des Parties, à sa vingt-septième session (novembre 2022), tout ajustement qu'il pourrait être nécessaire d'apporter au budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023 et d'étayer toute proposition de ce type par un rapport sur les recettes et l'exécution du budget pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 2022 ;

21. *Prie également* la Secrétaire exécutive d'appliquer aux prochains exercices biennaux la méthode budgétaire utilisée par le secrétariat pour établir le budget-programme pour l'exercice biennal 2022-2023 et de continuer d'associer les Parties en amont du processus d'établissement du budget ;

22. *Prie en outre* la Secrétaire exécutive d'améliorer encore la transparence des futures propositions de budget en incluant dans le programme de travail une ventilation du personnel par objectif et par résultat ;

23. *Prie* la Secrétaire exécutive de publier les futures propositions relatives au budget-programme, y compris le programme de travail, au moins soixante jours avant le début de la première séance de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre au cours de laquelle le budget de l'année doit être examiné ;

24. *Demande* au secrétariat d'améliorer la communication d'informations dans les futurs rapports sur l'exécution du budget en ce qui concerne :

- a) Les gains d'efficacité et les économies éventuelles, notamment ceux qui découleraient des effets de la pandémie de COVID-19 sur l'exécution du programme de travail ;
- b) La comparaison des budgets et des chiffres effectifs ;
- c) Toute mesure prise par le secrétariat pour faire face à l'évolution des besoins ;
- d) Les détails et la justification de toute réaffectation budgétaire consécutive à l'autorisation donnée à la Secrétaire exécutive.

Tableau 1

**Budget de base pour 2022-2023 par ligne de crédit**

(En euros)

	2022	2023	2022-2023
<b>A. Crédits demandés</b>			
<b>Direction exécutive</b>	<b>1 916 780</b>	<b>1 916 780</b>	<b>3 833 560</b>
<b>Programmes</b>	<b>15 118 618</b>	<b>14 776 284</b>	<b>29 894 902</b>
Coordination des programmes	256 940	256 940	513 880
Adaptation	3 255 039	3 255 039	6 510 077
Atténuation	1 870 091	1 870 091	3 740 182
Moyens de mise en œuvre	3 313 247	2 970 913	6 284 160
Transparence	6 423 302	6 423 302	12 846 603

prises à Cancún et à Doha, il a été décidé d'ajuster cette politique comme suit : des représentants de pays en développement parties, désignés par leurs groupes régionaux respectifs pour participer aux réunions des organes constitués au titre de la Convention et élus par les organes de tutelle, pourront prétendre à un financement au titre du Fonds d'affectation spéciale pour le budget de base de la Convention et du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires” ».

	2022	2023	2022-2023
<b>Opérations</b>	<b>6 412 137</b>	<b>6 412 137</b>	<b>12 824 274</b>
Coordination des opérations	612 178	612 178	1 224 356
Dépenses à l'échelle du secrétariat <sup>a</sup>	1 435 293	1 435 293	2 870 586
Services administratifs/RH/TIC <sup>b</sup>	1 877 106	1 877 106	3 754 211
Affaires de la Conférence	1 300 600	1 300 600	2 601 200
Affaires juridiques	1 186 960	1 186 960	2 373 920
<b>Activités transversales</b>	<b>4 066 201</b>	<b>4 066 201</b>	<b>8 132 401</b>
Appui intergouvernemental et progrès collectifs	2 021 362	2 021 362	4 042 724
Communication et participation	2 044 839	2 044 839	4 089 677
<b>GIEC<sup>c</sup></b>	<b>244 755</b>	<b>244 755</b>	<b>489 510</b>
<b>Total des crédits demandés</b>	<b>27 758 490</b>	<b>27 416 157</b>	<b>55 174 647</b>
B. Dépenses d'appui aux programmes <sup>d</sup>	3 608 604	3 564 100	7 172 704
<b>Budget total</b>	<b>31 367 094</b>	<b>30 980 257</b>	<b>62 347 351</b>
C. Ajustement de la réserve de trésorerie <sup>e</sup>	103 470	—	103 470
<b>Contributions nécessaires (A + B + C)</b>	<b>31 470 564</b>	<b>30 980 257</b>	<b>62 450 821</b>
<b>Recettes</b>			
Contribution du Gouvernement du pays hôte	766 938	766 938	1 533 876
Contributions de toutes les Parties	30 703 626	30 213 319	60 916 945
<b>Total des recettes</b>	<b>31 470 564</b>	<b>30 980 257</b>	<b>62 450 821</b>

*Abréviations* : RH = Ressources humaines ; TIC = services informatiques ; GIEC = Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

<sup>a</sup> Les dépenses à l'échelle du secrétariat correspondent aux dépenses de personnel et aux moyens gérés par les services administratifs et les ressources humaines pour le compte de toutes les divisions.

<sup>b</sup> Les services administratifs et les ressources humaines sont financés au titre des dépenses d'appui aux programmes (frais généraux) ; les services informatiques le sont au titre du budget de base, du budget additionnel et du recouvrement des coûts.

<sup>c</sup> Provision pour une subvention annuelle au GIEC.

<sup>d</sup> Prélèvement uniforme de 13 % appliqué au titre de l'appui administratif.

<sup>e</sup> Conformément aux procédures financières (décision 15/CP.1), le budget de base doit prévoir une réserve de trésorerie de l'ordre de 8,3 % du total des dépenses (un mois de frais de fonctionnement). La réserve de trésorerie s'élève à 2 587 415 euros pour 2022 et 2023.

Tableau 2  
**Effectifs nécessaires à l'échelle du secrétariat au titre du budget de base pour 2022-2023**

<i>Catégorie du poste</i>	<i>2021</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>
Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur			
SGA	1	1	1
SSG	1	1	1
D-2	2	2	2
D-1	8	8	8
P-5	18	18	18
P-4	34	35	35
P-3	44	44	44
P-2	19	19	19
<b>Total partiel, administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur</b>	<b>127</b>	<b>128</b>	<b>128</b>
<b>Total partiel, agents des services généraux</b>	<b>53,5</b>	<b>53</b>	<b>53</b>
<b>Total</b>	<b>180,5</b>	<b>181</b>	<b>181</b>

*Abréviations* : SGA = Secrétaire général adjoint ; SSG = Sous-Secrétaire général ; D = Directeur ; P = Administrateur.

Tableau 3  
**Ressources nécessaires au titre du budget conditionnel pour les services de conférence pour 2022-2023**  
 (En euros)

<i>Objet de dépense</i>	<i>2022</i>	<i>2023</i>	<i>Total 2022-2023</i>
Interprétation	1 149 094	1 183 567	2 332 661
Documentation			
Traduction	1 014 435	1 044 868	2 059 303
Reproduction and distribution	779 935	803 333	1 583 268
Services d'appui aux réunions	234 878	241 925	476 803
<b>Total partiel</b>	<b>3 178 342</b>	<b>3 273 693</b>	<b>6 452 035</b>
Frais généraux	413 185	425 580	838 765
Réserve de trésorerie	298 097	8 943	307 040
<b>Total</b>	<b>3 889 624</b>	<b>3 708 216</b>	<b>7 597 840</b>

Tableau 4

**Vue d'ensemble des projets et des besoins en financement dans le cadre du Fonds d'affectation spéciale pour les activités complémentaires pour l'exercice biennal 2022-2023**

Numéro de projet	Projet/sous-projet	Ressources nécessaires pour 2022-2023		
		Euros	Nombre d'administrateurs	Nombre des services généraux
<b>SB101-000</b>	<b>Activités intergouvernementales</b>	<b>4 922 000</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>
SB101-002	Appui renforcé aux négociations sur les points de l'ordre du jour du SBSTA et de la CMA relatifs aux approches coopératives et aux mécanismes prévus à l'article 6 de l'accord de Paris	552 000	1,6	0,3
SB101-003	Missions de conseil à l'appui de l'évaluation périodique du Mécanisme technologique	113 000	—	—
SB101-005	Coordination et appui opérationnel renforcés pour les équipes de la présidence	908 000	2	2
SB101-006	Superviser et administrer les activités liées au mandat relatives à la participation des observateurs, à la participation de haut niveau sur l'action climatique, au Partenariat de Marrakech, au genre, à l'Action pour l'autonomisation climatique et à d'autres activités menées par les parties prenantes	923 000	1	1
SB101-007	Appui juridique renforcé à la présidence	500 000	1,5	0,3
SB101-012	Poursuite du développement et de l'amélioration de la plateforme numérique consacrée aux phénomènes liés aux changements climatiques	1 858 000	—	1
SB101-009	Renforcement des capacités d'organisation de conférences et d'ateliers	68 000	—	—
<b>SB102-000</b>	<b>Processus intergouvernementaux</b>	<b>14 681 000</b>	<b>18,5</b>	<b>3,7</b>
SB102-001	Appui renforcé aux programmes de travail existants, notamment le programme de travail de Nairobi, les plans nationaux d'adaptation et les travaux relatifs à l'adaptation sur la transparence et le bilan mondial	1 850 000	1,6	0,5
SB102-002	Appui renforcé aux activités relatives aux résultats de la mise en œuvre de mesures de riposte et aux ateliers sur les stratégies à long terme de développement à faibles émissions	1 017 000	2,6	0,1
SB102-003	Renforcement de l'appui, de la participation et de la communication aux fins de l'évaluation biennale faisant le point des flux financiers dans le domaine de l'action en faveur du climat, notamment en ce qui concerne l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 2 de l'Accord de Paris, et détermination des besoins des pays en développement	1 390 000	1,6	1,2
SB102-004	Appui complet aux examens techniques des rapports nationaux (y compris des rapports relatifs à l'initiative REDD-plus) dans le cadre des processus de suivi, notification et vérification et de transparence, et formation des experts chargés de ces examens	8 396 000	10,8	1,9
SB102-005	Appui renforcé au deuxième examen périodique au titre de la Convention, au bilan mondial, et à la recherche et à l'observation systématique	564 000	—	—
SB102-006	Organisation de manifestations sur l'action climatique liées au mandat à l'occasion de la Conférence des parties, et mises à jour annuelles et présentation des faits majeurs thématiques et sectoriels en matière d'action climatique dans le cadre d'événements, d'entretiens et de publications	1 128 000	2	—
SB102-012	Appui renforcé au processus intergouvernemental par la fourniture d'enregistrements audiovisuels réalisés par des experts, facilement accessibles et aisément compréhensibles	336 000	—	—
<b>SB200-000</b>	<b>Organes constitués</b>	<b>15 503 000</b>	<b>19,7</b>	<b>5,3</b>
SB200-001	Appui à l'ensemble des activités prévues dans les plans de travail du Comité de l'adaptation, du Groupe de facilitation, du Groupe d'experts des PMA et du Comité exécutif du Mécanisme international de Varsovie	4 717 000	3,4	1,8

Numéro de projet	Projet/sous-projet	Ressources nécessaires pour 2022-2023		
		Euros	Nombre d'administrateurs	Nombre des services d'agents généraux
SB200-002	Appui à l'ensemble des activités prévues dans les plans de travail du Comité d'experts de Katowice sur les impacts des mesures de riposte mises en œuvre et mesures pour tout dispositif institutionnel lié à l'article 6 de l'Accord de Paris	3 172 000	8,7	1,5
SB200-003	Appui à l'ensemble des activités prévues dans les plans de travail du Comité permanent du financement, du Comité exécutif de la technologie et du Comité de Paris sur le renforcement des capacités	1 105 000	2	0,5
SB200-004	Appui aux pays en développement pour la mise en place de mécanismes de mesure, de notification et de vérification et du cadre de transparence renforcé, notamment par l'intermédiaire des travaux du Groupe consultatif d'experts	5 919 000	4,7	1,5
SB200-007	Appui à l'ensemble des activités des comités d'examen du respect des dispositions du Protocole de Kyoto et de l'Accord de Paris	590 000	1	–
<b>SB300-000</b>	<b>Gestion des données et des informations</b>	<b>10 286 000</b>	<b>12,4</b>	<b>2,5</b>
SB300-001	Création et enrichissement de portails de données relatives à l'adaptation	875 000	1,7	0,7
SB300-002	Création et enrichissement de portails de données et de systèmes de gestion de données sur l'atténuation, notamment un portail d'information sur les stratégies à long terme de développement à faibles émissions et un système pour les ajustements correspondants conformément au paragraphe 2 de l'article 6 de l'Accord de Paris	92 000	0,3	–
SB300-003	Création et enrichissement de portails de données sur l'appui et les moyens de mise en œuvre, en particulier les portails consacrés au financement, au mécanisme TT:CLEAR et au renforcement des capacités	553 000	0,8	0,9
SB300-004	Développement du centre d'information et des systèmes et outils de rapport et d'examen connexes utilisés dans le cadre de transparence renforcé et rationalisation des systèmes et outils de gestion des données existants utilisés dans le cadre des dispositions actuelles en matière de transparence	2 171 000	1,1	0,1
SB300-006-1	Amélioration des capacités de communication numérique en vue de dialoguer efficacement avec les Parties, les entités non parties et le grand public	2 380 000	6	0,5
SB300-006-2	La participation à l'action climatique au niveau mondial est facilitée, renforcée et reconnue grâce au portail de l'Action climatique mondiale	1 152 000	2	–
SB300-007	Enrichissement du portail et de la base de données sur les élections	342 000	0,5	0,3
SB300-009	Enrichissement et modernisation des plateformes et renforcement de la sécurité des infrastructures et des plateformes	2 373 000		
SB300-012	Amélioration de la gestion des documents officiels, de l'information et des archives du secrétariat et du processus intergouvernemental	348 000	–	–
<b>SB400-000</b>	<b>Renforcement de la participation</b>	<b>19 502 000</b>	<b>24,4</b>	<b>5,5</b>
SB400-001	Renforcement de la participation en ce qui concerne les effets des changements climatiques et la vulnérabilité et l'adaptation à ceux-ci	221 000	0,4	–
SB400-002	Renforcement des capacités des parties prenantes afin d'améliorer les mesures prises au niveau régional en vue de la mise en œuvre de l'Accord de Paris	7 932 000	8,9	1,1
SB400-003	Renforcement de la collaboration avec les Parties et les autres parties prenantes aux fins du renforcement des capacités des pays en développement en ce qui concerne l'exécution des contributions déterminées au niveau national et des plans nationaux d'adaptation	2 060 000	0,6	1,4
SB400-004	Appui supplémentaire et engagement accru en faveur du développement et de la mise en œuvre du cadre de transparence renforcé	3 612 000	2,5	0,5

		Ressources nécessaires pour 2022-2023		
Numéro de projet	Projet/sous-projet	Euros	Nombre d'agents	
			Nombre d'administrateurs	des services généraux
SB400-006-1	Campagnes de communication numérique pour promouvoir les résultats du processus découlant de la Convention, et mise en ligne de contenus multilingues sur le site Web, l'application mobile et les médias sociaux de la Convention	2 173 000	6	–
SB400-006-2	Stimuler et appuyer l'action climatique auprès des Parties et des entités non parties au moyen de partenariats sectoriels, de la facilitation des initiatives relatives à l'action climatique et de l'appui donné aux nouveaux outils et normes afin de garantir leur alignement avec les processus découlant de la Convention	1 635 000	2	1,5
SB400-006-3	Faciliter la participation des observateurs en planifiant et en organisant des manifestations parallèles, des expositions et des entretiens menés avec des Parties et des entités ayant le statut d'observateur dans le cadre du Climate Action Studio, et en les diffusant en direct et les affichant sur le Web	652 000	2	–
SB400-007	Renforcement de la collaboration avec les législateurs et les décideurs et de l'appui apporté à ces derniers par l'échange d'informations et la gestion des connaissances dans le domaine de la législation sur les changements climatiques	587 000	1	1
SB400-010	Renforcement de la participation de la Secrétaire exécutive et du Secrétaire exécutif adjoint aux activités de gestion et de coordination à l'échelle du système des Nations Unies	630 000	1	–
<b>SB500-000</b>	<b>Supervision et gestion</b>	<b>1 811 000</b>	<b>1</b>	<b>1,4</b>
SB500-007	Réalisation d'un examen juridique institutionnel et fourniture de conseils juridiques concernant toutes les activités et les opérations du secrétariat	434 000	1	0,4
SB500-009	Amélioration et modernisation de l'infrastructure, des réseaux et des équipements et outils de productivité des utilisateurs finals	791 000	–	–
SB500-012	Coordination des activités d'innovation et de renforcement de l'efficacité des opérations	586 000	–	1
<b>SB600-000</b>	<b>Activités transversales (projets qui contribuent à la réalisation de plusieurs objectifs)</b>	<b>1 815 000</b>	<b>4</b>	<b>1</b>
SB600-006-1	Faciliter et appuyer la mise en œuvre des processus et travaux établis relatifs à l'Action pour l'autonomisation climatique, notamment en renforçant la participation inclusive des parties prenantes	772 000	2	–
SB600-006-2	Faciliter et appuyer la mise en œuvre des processus et travaux établis relatifs aux questions de genre, notamment en renforçant la participation inclusive des parties prenantes	1 043 000	2	1
<b>Total (y compris les dépenses d'appui aux programmes)</b>		<b>68 520 000</b>	<b>86</b>	<b>24</b>



## Annexe

### Barème indicatif des contributions des Parties à la Convention pour 2022-2023

<i>Partie</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris</i>	
	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021)</i>	<i>(2022-2023)</i>
Afghanistan	0,007	0,007
Afrique du Sud	0,272	0,265
Albanie	0,008	0,008
Algérie	0,138	0,135
Allemagne	6,090	5,937
Andorre	0,005	0,005
Angola	0,010	0,010
Antigua-et-Barbuda	0,002	0,002
Arabie saoudite	1,172	1,143
Argentine	0,915	0,892
Arménie	0,007	0,007
Australie	2,210	2,155
Autriche	0,677	0,660
Azerbaïdjan	0,049	0,048
Bahamas	0,018	0,018
Bahreïn	0,050	0,049
Bangladesh	0,010	0,010
Barbade	0,007	0,007
Bélarus	0,049	0,048
Belgique	0,821	0,800
Belize	0,001	0,001
Bénin	0,003	0,003
Bhoutan	0,001	0,001
Bolivie (État plurinational de)	0,016	0,016
Bosnie-Herzégovine	0,012	0,012
Botswana	0,014	0,014
Brésil	2,948	2,874
Brunéi Darussalam	0,025	0,024
Bulgarie	0,046	0,045
Burkina Faso	0,003	0,003
Burundi	0,001	0,001
Cabo Verde	0,001	0,001
Cambodge	0,006	0,006
Cameroun	0,013	0,013
Canada	2,734	2,665
Chili	0,407	0,397
Chine	12,005	11,704
Chypre	0,036	0,035
Colombie	0,288	0,281

<i>Partie</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris</i>	
	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021)</i>	<i>(2022-2023)</i>
Comores	0,001	0,001
Congo	0,006	0,006
Costa Rica	0,062	0,060
Côte d'Ivoire	0,013	0,013
Croatie	0,077	0,075
Cuba	0,080	0,078
Danemark	0,554	0,540
Djibouti	0,001	0,001
Dominique	0,001	0,001
Égypte	0,186	0,181
El Salvador	0,012	0,012
Émirats arabes unis	0,616	0,601
Équateur	0,080	0,078
Érythrée	0,001	0,001
Espagne	2,146	2,092
Estonie	0,039	0,038
Eswatini	0,002	0,002
État de Palestine	0,000	0,008
États-Unis d'Amérique	22,000	21,448
Éthiopie	0,010	0,010
Fédération de Russie	2,405	2,345
Fidji	0,003	0,003
Finlande	0,421	0,410
France	4,427	4,316
Gabon	0,015	0,015
Gambie	0,001	0,001
Géorgie	0,008	0,008
Ghana	0,015	0,015
Grèce	0,366	0,357
Grenade	0,001	0,001
Guatemala	0,036	0,035
Guinée	0,003	0,003
Guinée équatoriale	0,016	0,016
Guinée-Bissau	0,001	0,001
Guyana	0,002	0,002
Haïti	0,003	0,003
Honduras	0,009	0,009
Hongrie	0,206	0,201
Îles Cook	0,000	0,001
Îles Marshall	0,001	0,001
Îles Salomon	0,001	0,001
Inde	0,834	0,813
Indonésie	0,543	0,529
Iran (République islamique d')	0,398	0,388
Iraq	0,129	0,126

<i>Partie</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris</i>	
	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021)</i>	<i>(2022-2023)</i>
Irlande	0,371	0,362
Islande	0,028	0,027
Israël	0,490	0,478
Italie	3,307	3,224
Jamaïque	0,008	0,008
Japon	8,564	8,349
Jordanie	0,021	0,020
Kazakhstan	0,178	0,174
Kenya	0,024	0,023
Kirghizistan	0,002	0,002
Kiribati	0,001	0,001
Koweït	0,252	0,246
Lesotho	0,001	0,001
Lettonie	0,047	0,046
Liban	0,047	0,046
Libéria	0,001	0,001
Libye	0,030	0,029
Liechtenstein	0,009	0,009
Lituanie	0,071	0,069
Luxembourg	0,067	0,065
Macédoine du Nord	0,007	0,007
Madagascar	0,004	0,004
Malaisie	0,341	0,332
Malawi	0,002	0,002
Maldives	0,004	0,004
Mali	0,004	0,004
Malte	0,017	0,017
Maroc	0,055	0,054
Maurice	0,011	0,011
Mauritanie	0,002	0,002
Mexique	1,292	1,260
Micronésie (États fédérés de)	0,001	0,001
Monaco	0,011	0,011
Mongolie	0,005	0,005
Monténégro	0,004	0,004
Mozambique	0,004	0,004
Myanmar	0,010	0,010
Namibie	0,009	0,009
Nauru	0,001	0,001
Népal	0,007	0,007
Nicaragua	0,005	0,005
Niger	0,002	0,002
Nigéria	0,250	0,244
Nioué	0,000	0,001
Norvège	0,754	0,735

<i>Partie</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris</i>	
	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021)</i>	<i>(2022-2023)</i>
Nouvelle-Zélande	0,291	0,284
Oman	0,115	0,112
Ouganda	0,008	0,008
Ouzbékistan	0,032	0,031
Pakistan	0,115	0,112
Palaos	0,001	0,001
Panama	0,045	0,044
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,010	0,010
Paraguay	0,016	0,016
Pays-Bas	1,356	1,322
Pérou	0,152	0,148
Philippines	0,205	0,200
Pologne	0,802	0,782
Portugal	0,350	0,341
Qatar	0,282	0,275
République arabe syrienne	0,011	0,011
République centrafricaine	0,001	0,001
République de Corée	2,267	2,210
République de Moldova	0,003	0,003
République démocratique du Congo	0,010	0,010
République démocratique populaire lao	0,005	0,005
République dominicaine	0,053	0,052
République populaire démocratique de Corée	0,006	0,006
République-Unie de Tanzanie	0,010	0,010
Roumanie	0,198	0,193
Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord	4,567	4,452
Rwanda	0,003	0,003
Sainte-Lucie	0,001	0,001
Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001
Saint-Marin	0,002	0,002
Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001
Samoa	0,001	0,001
Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001
Sénégal	0,007	0,007
Serbie	0,028	0,027
Seychelles	0,002	0,002
Sierra Leone	0,001	0,001
Singapour	0,485	0,473
Slovaquie	0,153	0,149
Slovénie	0,076	0,074
Somalie	0,001	0,001
Soudan	0,010	0,010

<i>Partie</i>	<i>Barème révisé au titre de la Convention et de l'Accord de Paris</i>	
	<i>Barème des quotes-parts de l'ONU (2019-2021)</i>	<i>(2022-2023)</i>
Soudan du Sud	0,006	0,006
Sri Lanka	0,044	0,043
Suède	0,906	0,883
Suisse	1,151	1,122
Suriname	0,005	0,005
Tadjikistan	0,004	0,004
Tchad	0,004	0,004
Tchéquie	0,311	0,303
Thaïlande	0,307	0,299
Timor-Leste	0,002	0,002
Togo	0,002	0,002
Tonga	0,001	0,001
Trinité-et-Tobago	0,040	0,039
Tunisie	0,025	0,024
Turkménistan	0,033	0,032
Turquie	1,371	1,337
Tuvalu	0,001	0,001
Ukraine	0,057	0,056
Union européenne	0,000	2,500
Uruguay	0,087	0,085
Vanuatu	0,001	0,001
Venezuela (République bolivarienne du)	0,728	0,710
Viet Nam	0,077	0,075
Yémen	0,010	0,010
Zambie	0,009	0,009
Zimbabwe	0,005	0,005
<b>Total</b>	<b>100,000</b>	<b>100,000</b>